

Histoire, sciences sociales et aires culturelles

A-t-on vraiment besoin de connaître la langue, les codes et l'histoire des autres pour les comprendre ? Ne suffit-il pas de maîtriser les outils dits universels des sciences sociales pour analyser un sujet, quel que soit son inscription géographique et historique ? Vingt ans après les Etats-Unis, le monde universitaire en France semble à son tour touché par la foi en une forme de science(s) du global qui permettrait, à l'instar des sciences dures, d'appréhender les phénomènes définis comme « globaux » dans la mesure où ils se manifestent dans différents lieux de la planète. Il existerait dans ces sciences du global, par exemple, une « sociologie de la ville », monolithique, pour décrypter simultanément toutes les mutations urbaines, en Chine, au Mexique ou en France. Il y aurait de même une « politologie électorale », homogène, permettant d'analyser toutes les pratiques du vote à travers le monde, du Brésil au Japon en passant par le Libéria. La scientificité de l'étude du global pourrait même concerner les humanités puisqu'elle comprendrait également, et entre autres, une « histoire du XIXe siècle » offrant une grille de lecture unique à toutes les histoires de la planète durant cette période du calendrier chrétien. Cette croyance dans les capacités cognitives d'une(des) science(s) du global apparaît dans l'allocation des ressources destinées à l'enseignement et la recherche où la maîtrise d'un répertoire issu de la(les) dite(s) science(s) est de plus en plus valorisée par rapport à la connaissance approfondie d'une aire spécifique. En effet, l'idée que la science du global serait suffisante pour comprendre les mouvements de toutes les communautés humaines rendrait, si on pousse la logique jusqu'au bout, proportionnellement superflu, voire inutile, l'accès direct aux sources primaires et donc l'apprentissage long et laborieux de langues dites « rares »¹ et les séjours prolongés sur le terrain. Pourquoi, aussi, s'embarrasser de la pensée et des écrits d'auteurs considérés comme « locaux » dans la mesure où ils ne sont pas traduits en anglais et figurent très rarement dans les notes en bas de pages des revues académiques les mieux classées ? [...]

[...] Le développement et l'institutionnalisation des *area studies* aux États-Unis au milieu du XXe siècle n'a pas fondamentalement changé ce partage et les présupposés qui le sous-tendent.

¹ L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep), dans un document mis en ligne début 2015, classe dans les langues « rares » l'arabe, le chinois, le coréen, l'hébreu, le hongrois, le japonais, le russe, le turc, le vietnamien. Cette notion de « rareté » semble donc sans lien avec le nombre d'individus parlant effectivement les langues en question.

La correspondance entre la division disciplines/aires, d'une part, et Occident/reste du monde, d'autre part est toutefois devenue plus floue dans la mesure où les *area studies* se sont plus particulièrement consacrées à l'étude de l'Autre dans les pays communistes. La perception d'idiosyncrasie non occidentale s'est donc étendue à certains pays européens, dits de l'« Est ». Aussi, lorsqu'est survenue, après 1989, la « crise des aires culturelles »² marquée par l'effondrement des ressources allouées à l'enseignement et la recherche dans ce domaine, l'ensemble de l'approche par les aires a été remis en cause. Face à la montée en puissance des savoirs de la globalisation dans les universités américaines, l'idée même de se consacrer à l'étude d'un pays – y compris dans l'ancien « Ouest », comme la Grande-Bretagne ou le Portugal – devenait caduque. Cette tendance a cependant été freinée par le choc du 11 septembre 2001, puis l'irruption des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui remettaient décideurs et experts en prise avec les réalités régionales. Le marché académique américain s'est à nouveau restructuré ; les *area studies* n'ont pas été réhabilitées dans les mêmes termes mais plutôt sous la forme d'études des régions permettant d'appréhender la diversité du global.

[...] La dévalorisation des aires culturelles aujourd'hui en France est, sans surprise, différente de la crise des *area studies* dont on a débattu aux Etats-Unis il y a vingt ans. La perception d'obsolescence du domaine des aires – impliquant en particulier la maîtrise laborieuse des sources primaires en version originale –, ne repose pas sur la même croyance en la science du global. L'engouement américain post-1989 pour l'étude des faits globaux, où le local intervenait à titre décoratif – note de bas de page, ou au mieux rapide étude de cas – se fondait sur une vision hégémonique optimiste à l'instar de la notion de fin de l'Histoire. Ce postulat de globalisation est difficile à soutenir aujourd'hui. La foi en la capacité des disciplines « généralistes » à analyser de manière surplombante les faits globaux ne se traduit pas par une marginalisation ou une négation de l'altérité. Dans un monde que les médias qualifient parfois de « post-occidental », la pluralité du global ne peut être ignorée. Elle peut, en revanche, être sublimée – c'est tout du moins le projet, volontaire ou involontaire, qui découle de la croyance en une science du global. La croyance, en l'occurrence, porte autant sur la scientificité du savoir que sur sa capacité à appréhender le monde entier. La neutralité supposée de méthodes et de termes évoquant les sciences dures – analyse quantitative, validation des expériences, variables

² Cf par exemple Neil WATERS (dir.), *Beyond the Area Studies Wars*, Hanover NH, University Press of New England, 2000.

et invariants – permettrait de dépasser les différences entre communautés humaines. Une telle ambition semble, à certains égards, renouer avec une forme de tradition positiviste. Face au vertige du relativisme culturel – indéniable dans certaines pratiques de l'étude des aires –, l'apparente objectivité de la science du global fait sans doute figure de refuge. Mais peut-on y trouver les moyens de reformuler véritablement l'universel dans l'immense diversité de ses expressions ?

Source : Karoline POSTEL-VINAY, « Sciences sociales “universelles” contre aires culturelles “idiosyncratiques” ? Anciennes questions, nouveaux problèmes », *Les Dossiers du CERI*, 2015.